

L'accord Carney-Chine : aubaine ou désastre?

Vicki Gunn

Directrice Exécutive, PHC Canada

Le Premier Ministre Carney s'est fait remarquer en voyageant à travers le monde et en signant des accords de partenariat avec des individus pour le moins douteux... notamment la Chine communiste. Sa principale motivation semble être de narguer publiquement le président américain Donald Trump et de bâtir un nouveau réseau de partenaires commerciaux afin de réduire notre dépendance aux États-Unis. Il l'a clairement exprimé à Davos, lors du Forum Économique Mondial, où il a manifesté sans ambages son mépris pour Trump¹ et a appelé à la formation d'une alliance de pays « de puissance moyenne » comme le Canada pour « tenir tête aux tyrans. »

Avant son discours important à Davos, M. Carney s'est rendu en Chine pour rencontrer Xi Jinping et a signé un accord vague et général qui prévoyait notamment l'accès au marché automobile canadien (jusqu'à 49 000 véhicules électriques par an dans un premier temps), la réduction (temporaire) des droits de douane chinois sur le canola et les fruits de mer canadiens, ainsi qu'une invitation faite à la Chine d'« investir » (c'est-à-dire d'« acheter ») des terres agricoles et des entreprises canadiennes.²

Le secteur automobile canadien est déjà en difficulté. L'une des raisons est la pression exercée par le gouvernement libéral sur les Canadiens pour qu'ils achètent des véhicules électriques plutôt que des voitures et des camions traditionnels à essence et diesel. Les constructeurs automobiles canadiens ont entrepris des conversions coûteuses pour adapter leur production aux véhicules électriques, une production qui, apparemment, ne trouve pas preneur. Et maintenant, le Premier Ministre ose affirmer que les Canadiens bénéficieront de la possibilité d'acheter des véhicules électriques chinois à moindre coût.

Cette posture est absurde et insultante pour les Canadiens qui travaillent fort, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur automobile. Comment la Chine parvient-elle à produire des voitures moins chères que le Canada ? Plusieurs raisons...

Le Canada applique des lois strictes en matière de droits de la personne et de protection des travailleurs, ainsi que des normes environnementales rigoureuses. Ce n'est pas le cas de la Chine. À noter:

- La Chine recourt au travail forcé (travail servile) exercé sur les Ouïghours et d'autres minorités qui refusent de se soumettre au gouvernement.³
- Ils ont recours au travail des enfants (dont certains âgés de seulement 7 ans) pour extraire le cobalt en République démocratique du Congo.⁴ 80 % du cobalt est extrait et raffiné par la Chine. Ce cobalt est utilisé dans les batteries de leurs véhicules électriques, etc.
- La Chine continue de construire des centrales électriques au charbon, produisant une électricité moins chère, le genre d'électricité que M. Carney n'autoriserait jamais dans la soi-disant « économie verte » du Canada

Le Premier Ministre de l'Ontario, Doug Ford, se trompe sur bien des points. Mais il a raison d'être indigné par cette trahison des travailleurs canadiens de l'automobile. D'un seul coup, le Premier Ministre Carney a déclenché un processus qui pourrait inciter les constructeurs automobiles actuellement basés au Canada à

délocaliser leurs activités aux États-Unis, privant ainsi les Canadiens d'une importante source de revenus et aliénant davantage nos partenaires commerciaux américains.

De plus, il est naïf de croire que ce « partenariat » se limite aux ventes de voitures ou aux tarifs douaniers. La Chine n'est pas qu'un simple partenaire commercial. Elle aspire à la domination mondiale par le biais de son initiative « la Ceinture et la Route, » et le commerce n'en est qu'un volet. L'accord conclu si rapidement par le Premier Ministre Carney avec Xi Jinping inclut également l'accès au marché canadien des médias, un autre domaine où la Chine peut commencer à exercer des pressions sur les Canadiens et détourner des revenus des médias canadiens existants. C'est déjà assez grave d'avoir des médias subventionnés par les contribuables qui ne nous disent que ce que notre gouvernement veut bien nous faire croire. Désormais, nous aurons une presse étrangère qui obéit à ses maîtres à Pékin et qui nous dira ce qu'ils veulent que les Canadiens croient. Bien sûr, il est déjà de notoriété publique que les ressortissants chinois envoyés ici par le PCC seront chargés par leurs supérieurs en Chine de recueillir le maximum d'informations sur la politique, l'industrie et l'armée canadiennes. En tant que « journalistes » officiels, ils auront accès aux politiciens et aux chefs d'entreprise canadiens. Il ne s'agit pas là d'une stratégie géopolitique avisée, mais d'un comportement insensé envers un pays que M. Carney a qualifié, en avril dernier, de « plus grande menace pour la sécurité du Canada. »⁵

C'est triste, mais vrai : le Canada est actuellement dirigé par un gouvernement sans scrupules, un gouvernement qui ferme les yeux sur les violations des droits de la personne en Chine tout en dénonçant avec véhémence, sur la scène internationale, la politique de puissance américaine. Les propos du Premier Ministre à Davos ont peut-être amusé certains dirigeants européens, mais ils ont constitué un camouflet pour le président Trump et ont anéanti toute possibilité d'obtenir un meilleur accord commercial de notre principal partenaire commercial et de la seule puissance militaire reconnue capable de défendre notre territoire.

Le Parti de l'Héritage Chrétien du Canada (PHC Canada) soutient un commerce international réfléchi et des alliances judicieuses. Mais nous insistons sur « ... une entreprise libre responsable et une économie de marché libre responsable... pour répondre aux besoins de tous, y compris des plus démunis... de telles entreprises doivent s'accompagner d'une responsabilité sociale et morale... ». Rien n'indique que notre Premier Ministre ait tenu compte du coût moral et économique élevé de son nouveau « partenariat » imprudent et non éprouvé avec la Chine.

Le PHC du Canada a également une politique ferme visant à limiter l'achat de maisons, de terres agricoles et d'entreprises canadiennes aux Canadiens. Pourquoi la Chine ou toute autre puissance étrangère devrait-elle contrôler notre agriculture, notre industrie, nos médias ou notre marché immobilier ? Si vous partagez nos préoccupations et souhaitez contribuer à protéger notre cher Canada contre l'ingérence étrangère et les politiques commerciales déloyales, joignez-vous au PHC du Canada.⁶

Notes de bas de page

¹ www.cbc.ca/news/politics/mark-carney-speech-davos-rules-based-order-9.7053350

² udumbara.net/as-china-buys-up-farmland-abroad-how-is-canada-responding

³ www.dol.gov/agencies/ilab/against-their-will-the-situation-in-xinjiang

⁴ www.cecc.gov/events/hearings/from-cobalt-to-cars-how-china-exploits-child-and-forced-labor-in-the-congo

⁵ www.ctvnews.ca/politics/article/carney-says-china-is-a-foreign-interference-geopolitical-threat-for-canada/

⁶ www.chp.ca/fr/accueil/rejoignez-nous/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
